

**Union européenne - Société civile  
dans le domaine des relations  
extérieures - Conclusions -  
Communiqué du conseil de l'Union  
européenne  
(Bruxelles, 19 juin 2017)**

Le 19 juin, le conseil a adopté des conclusions sur l'engagement de l'UE aux côtés de la société civile dans le domaine des relations extérieures.

Le conseil a reconnu les rôles nombreux et variés que jouent les organisations de la société civile (OSC) en tant que promoteurs de la démocratie et défenseurs des titulaires de droits, de l'État de droit, de la justice sociale et des droits de l'Homme.

Les conclusions soulignent l'importance primordiale que revêtent les OSC pour le succès de la mise en oeuvre de la stratégie globale de l'UE et du programme de développement à l'horizon 2030, notamment dans la réalisation des objectifs de développement durable (ODD).

Alors qu'aujourd'hui l'espace dévolu à la société civile se réduit dans un nombre croissant de pays, le conseil réaffirme l'opposition de l'UE aux restrictions injustifiées à la liberté d'association, d'expression et de réunion pacifique, qui entravent l'activité des OSC. Les conclusions soulignent la volonté qu'a l'UE de jouer un rôle important pour promouvoir des positions plus fortes en faveur des libertés civiles et contre toute restriction de l'espace dont dispose la société civile pour agir.

Le conseil salue les progrès réalisés en ce qui concerne l'engagement de l'UE aux côtés de la société civile dans le domaine des relations extérieures depuis ses dernières conclusions, adoptées en 2012. Il se félicite également de l'accroissement des ressources financières que l'UE apporte aux OSC depuis 2012, et note que l'UE est devenue le premier donateur en faveur des OSC locales, notamment celles qui sont actives dans le domaine de l'aide humanitaire, de la protection et de la promotion des droits de l'Homme et de la démocratie.

Le conseil invite la Commission à poursuivre et à renforcer son engagement aux côtés de la société civile ainsi qu'à poursuivre sa réflexion et à rendre compte des problèmes rencontrés dans les pays partenaires où l'engagement aux côtés de la société civile pose ou a posé des difficultés./.